

JEUNES ET POLICIERS : LA HAINE STERILE

Le 28 octobre, au Val-Fourré, banlieue de Mantes-la-Jolie, un policier a été atteint d'une balle en pleine figure tirée d'un immeuble voisin. La semaine dernière, des incidents violents ont opposé des jeunes de cités périphériques de Strasbourg à la police. D'autres ont eu lieu pendant le week-end à Mulhouse et à Villepinte (93). Cette semaine, c'était à Vigneux, à Grigny et à Corbeil dans l'Essonne et aussi à Laval, après le meurtre d'un marocain de 26 ans dans un commissariat ("légitime défense", comme d'habitude).

Bien sûr, les médias montent ces accrochages en épingle, amalgamant banlieues, délinquance, violence, terrorisme et, parfois immigration. Et s'il leur arrive bien d'en signaler les causes profondes, le chômage, la misère, le sous-équipement, c'est le plus souvent pour réclamer avant toute chose que l'ordre soit maintenu. Autrement dit, davantage de policiers.

On sait pourtant, et certains syndicats de policiers le disent eux-mêmes, que la présence

"Vigipirate ? Nous ça fait des années qu'on connaît les contrôles à répétition, les fouilles systématiques, les nuits au poste pour un oui, pour un non".

Un jeune de St Denis

policière massive ne résout rien. De plus en plus fréquemment, des jeunes exaspérés et poussés à bout réagissent violemment quand ils ne provoquent pas en caillassant les voitures de police, voire celles des pompiers ou les autobus.

Ce jeu dangereux provoque chaque année des dégâts importants et surtout des dizaines de blessés et de morts. Mais il est aussi dangereux parce que, sans résoudre en quoi que soit les véritables problèmes, il alimente la spirale de violence et de haine entre jeunes et policiers.

Cinquième zone

Cinquième zone veut donner la parole à la population qui vit dans de ce que l'on appelle aujourd'hui les banlieues et qui sont en réalité les quartiers les plus pauvres, les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Quartiers où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui se posent dans les quartiers populaires.

Même si ce bulletin n'est l'organe d'aucun parti politique, il se veut politique. Oui, il faut que les pauvres, les exploités fassent de la politique, leur politique. S'y refuser, c'est laisser les démagogues libres d'en faire, en notre nom et contre nous ! Et ils sont nombreux à y prétendre.

Le gouvernement et les patrons d'abord qui, avec le chômage, les lois Pasqua, les brigades policières entretiennent l'injustice et la misère, terreau des fanatismes.

Le Pen ensuite qui fait pousser son électorat sur l'ordure raciste et qui espère un jour passer la muselière à tout le monde.

Les intégristes, enfin, qui utilisent le désespoir pour étendre le voile de leur dictature obscurantiste.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Diviser pour régner, la recette est ancienne mais toujours bonne.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, veulent, elles, une vie décente et digne. Ce

LA HAINE STERILE (Suite de la page 1)

Car, au bout du compte, que sont les policiers ? Des types, souvent issus de milieux populaires, voire très populaires, qui ont cru s'en sortir, trouver la sécurité de l'emploi et un salaire et, pour certains une forme de pouvoir, en s'engageant dans la police. Individuellement, ils ne sont ni meilleurs ni pires que la moyenne de la population. Mais la différence, c'est qu'ils sont placés -que leur hiérarchie les place- dans la situation de mettre au pas d'aussi pauvres qu'eux.

Dans les quartiers, ils se trouvent devant des situations qu'ils ne comprennent pas, avec la mission de faire disparaître des problèmes qu'ils n'ont pas les moyens de résoudre. Que peut faire un flic, même de bonne volonté (il en existe) face à des jeunes qui, même quand ils ne font rien de répréhensible -et c'est heureusement le cas le plus fréquent- traînent... parce qu'ils n'ont rien d'autre à faire, qu'ils n'ont pas de travail et pas d'espoir d'en trouver, pas de lieu où se retrouver, que la moindre activité coûte cher, que la cité est éloignée, que les transports sont rares et chers. Le policier fait ce qu'on lui a appris : il contrôle, palpe pour vérifier qu'il n'y a pas d'armes ou de drogue, se fait payer sa tête par les jeunes rigolards, réplique, menace et repart un peu plus aigri jusqu'à la prochaine fois. De part et d'autre la rancœur est montée d'un cran jusqu'au moment où, pour un mot, pour un geste, elle devient haine et où le dérapage ou la bavure sont inévitables. C'est bien là qu'est le piège. Les privilégiés, les gros, les riches ne sont jamais là pour prendre ou donner les coups. Ils recrutent des pauvres, spécialement habillés d'un uniforme ou pas, armés et endoctrinés pour cogner sur d'un peu plus pauvres qu'eux.

Un cercle vicieux sans issue ?

Apparemment, oui. Résoudre les questions qui se posent dans les quartiers ? Trouver des emplois ? Investir pour rendre les cités vivables, y mettre les équipements nécessaires, les

transports indispensables ? Chirac et ses compères parlent d'un "plan Marshall" pour les banlieues. Mais c'est pour la galerie. Dans les faits, ils ont bien d'autres priorités : les profits des grosses entreprises, "le déficit du budget", celui de la Sécurité sociale ou la "défense du franc" pour lesquels la population doit payer encore et encore.

Il est moins cher à leurs yeux, plus "rentable", de recruter quelques centaines ou quelques milliers de pauvres bougres supplémentaires, de les couvrir d'un uniforme, de leur donner des armes plus dangereuses, des voitures plus puissantes, des gilets pare-balles, un droit accru d'ouvrir le feu avec des balles en caoutchouc (comme cela vient d'être annoncé après les incidents du Val-Fourré). Et tant pis si ça ne sert à rien. Rien ne sera résolu, mais "l'ordre" sera maintenu. Et tant pis si quelques policiers s'y font casser la tête : ils sont payés pour ça.

On leur donnera une médaille à titre posthume. Et tant mieux si le sale boulot qu'on leur fait faire transforme certains en abrutis racistes, en fascistes ou, parfois, en meurtriers d'un même qui aura piqué une voiture.

Il existerait pourtant une solution : que les habitants des quartiers pauvres prennent les choses en main. Que les jeunes mettent l'énergie et le courage qu'ils déploient à jouer à la guéguerre avec les policiers au service d'une véritable lutte contre le système injuste qui les condamne au désespoir. Qu'ils rejoignent (ou qu'ils créent !) les organisations, les associations, ni racistes ni intégristes, qui militent pour imposer une politique à la mesure des besoins. C'est difficile ? Bien sûr. Mais plus efficace que de caillasser un car de police ou de briser des vitrines. C'est impossible ? Peut-être. Mais alors, il faudra en payer le prix : la misère et le désespoir durablement installés dans les cités accompagnés de brutales et stériles explosions de colère réprimées violemment, le développement du racisme parmi les "français", de l'intégrisme chez les "maghrébins" et, à terme la loi des dingues, intégristes ou fascistes, ou les deux, au pouvoir.

Les privilégiés, les gros, les riches ne sont jamais là pour prendre ou donner les coups. Ils recrutent des pauvres, spécialement habillés d'un uniforme ou pas, armés et endoctrinés pour cogner sur d'un peu plus

VIGIPIRACISTE

Le fameux plan Vigipirate censé protéger la population des attentats est en place maintenant depuis plusieurs semaines : à Paris et dans quelques grandes villes de province, les gares, les stations de métro, certains lieux publics sont transformés en cour de caserne, quadrillés par des policiers en civil et en uniforme, des gendarmes, des soldats, fusil d'assaut à la main.

Cela donne peut-être au public l'illusion d'être protégé mais, contre le terrorisme, ça n'a pas grande efficacité.

* Presque deux millions de contrôles ont été pratiqués. L'efficacité face aux terroristes ? Probablement nulle : il n'est pas difficile d'imaginer que les poseurs de bombes ne prennent le risque de débarquer dans le métro (ou ailleurs) qu'après qu'une équipe se soit assurée que la voie est libre. Lors des contrôles, des dizaines de milliers d'interpellations ont eu lieu. Mais, bien sûr, aucune en rapport avec le terrorisme. Seuls s'y font prendre des immigrés sans papiers et des voleurs de poules. Les terroristes, eux, ont des papiers en règle !

En réalité, en conduisant la "lutte contre le terrorisme" de cette façon, le gouvernement aboutit à un tout autre résultat : il fait porter le soupçon sur la population d'origine maghrébine et sur l'immigration clandestine.

* Les maghrébins sont contrôlés de façon systématique et fouillés parfois à plusieurs reprises au cours d'un même voyage. La police a mené des dizaines (des centaines ?) de perquisitions, la plupart visant des familles maghrébines ou des foyers des travailleurs immigrés. Bien peu ont donné des résultats pour la

bonne raison que nombre d'entre elles ne reposaient que sur de vagues "renseignements". Certaines ont été conduites dans des conditions scandaleuses (comme celle visant la famille Tourèche à Bois-Colombes où une vingtaine de policiers l'arme au poing et le fusil d'assaut au côté ont, comme des cow-boys, investi l'appartement).

* A Strasbourg, le préfet voulait charger l'armée du maintien de l'ordre dans les autobus et le tramway. Quel rapport avec les attentats ?

Aucun. Mais c'est une façon d'accréditer l'idée que lutter contre le terrorisme, c'est mater les jeunes des banlieues, et spécialement les jeunes issus de l'immigration. C'est une façon, à peine voilée, de propager l'amalgame maghrébin-banlieues-terrorisme !

Dans son projet aggravant la loi anti-terroriste de 1986, le Ministre de la "Justice", Jacques Toubon, met bas le masque : il prévoit de faire tomber l'hébergement ou l'aide à un immigré clandestin sous le coup de la loi anti-terroriste !

C'est dire clairement qu'aux yeux du gouvernement, le terroriste, c'est l'immigré clandestin et, spécialement le maghrébin.

Cette campagne raciste à peine voilée est inacceptable et dangereuse !

Les immigrés, et particulièrement les maghrébins, sont les premières victimes des intégristes (ou de ceux qui les manipulent). Ce sont d'abord eux, et particulièrement les femmes, que les terroristes veulent placer sous leur dictature fanatique et obscurantiste. Ce

sont eux qui sont les premiers frappés par les soi-disant mesures de lutte contre le terrorisme.

Les poseurs de bombes ont mis en marche une machine infernale dont la population originaire des pays musulmans sera la première victime. Mais, à terme, l'ensemble des couches ouvrières et populaires paieront tout aussi cher : nourri du racisme, l'intégrisme lepeniste, saura tout aussi bien les mettre au pas que l'intégrisme islamique les maghrébins.

Il n'est pas d'autre issue que d'éviter le piège de la division que tendent le gouvernement, les intégristes lepeniste et les intégristes islamistes. De la solidarité que sauront conserver entre eux les travailleurs immigrés et les travailleurs français, les jeunes issus de l'immigration et les jeunes "français" dépend leur avenir à tous.

Il faut le dire, il faut le répéter, il faut le montrer : non, tous les maghrébins ne sont pas des terroristes en puissance, non tous les français "d'origine" ne sont pas racistes.

**Non au racisme !
A tous les racismes !
A tous les intégrismes !**

Vigipirate : le succès !

"Un contrôle routier du plan Vigipirate a permis l'interpellation durant le week-end de quatorze chasseurs qui avaient abattu puis dépecé un cerf près de Limoux (Aude)".

(InfoMatin 19 10 95)

Le paradis des branleurs.

Un lycée de banlieue. Dans une classe de première, trois garçons aux sympathies intégristes affichées se sont découvert une âme de missionnaire : ils ont les profs à l'oeil, de préférence les femmes. Ils se relaient pour les regarder dans les yeux et essayer de leur faire baisser le regard. Quand elles sont en jupe, ce sont leurs jambes qu'ils ne lâchent pas. Assouvir ainsi ses pauvres petits fantasmes a été pratiqué par des générations d'adolescents mateurs (pas les plus éveillés, à dire vrai). Mais ici, c'est fait avec la conscience d'accomplir une mission sacrée ! Génial, non ?

BEUCAIRE VILLE PROPRE.

Le Conseil municipal de Beaucaire suggère que tout étranger (même en situation régulière) désireux de s'installer dans le département du Gard doit en demander l'autorisation préalable au Préfet. L'idée est bonne, mais pourquoi s'arrêter en chemin ? Pour bien faire, il faudrait l'étendre aux mendiants, aux SDF, aux RMistes, aux CES, aux chômeurs, aux Smicards, aux ouvriers, aux intellectuels, aux séropositifs, aux juifs, aux gitans, aux noirs, aux arabes, aux communistes, aux francs-maçons, et, tant qu'on y est, rétablir la ligne de démarcation sur la Loire. Et puis, aussi soumettre les membres de ce Conseil municipal au test de dépistage de la maladie de la vache folle ?

A NOUVEAU, LE TEMPS DES MISERABLES

Pourquoi y a-t-il tant de chômeurs ? Parce que la productivité est grande et qu'on peut se passer du travail des hommes : les machines le font à leur place, pour moins cher.

Il en a été ainsi dès le début du capitalisme industriel au XIX^e siècle. On appelait les chômeurs "l'armée industrielle de réserve". Ceux qui étaient embauchés travaillaient jusqu'à 18 heures par jour, les enfants jusqu'à 15 heures, ceux qui étaient au chômage vivaient de la charité ou étaient parqués dans des asiles, véritables prisons (les workhouse anglais du temps de Dickens). A certains moments, la colère amenait les ouvriers à casser les machines. Mais cela ne leur apportait aucun changement. Puis, les ouvriers se sont organisés, les syndicats se sont formés, avec un seul slogan : 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de sommeil qui est devenu le cri unanime de la journée de lutte de chaque 1er mai. C'était la revendication du partage du travail, à défaut du partage des richesses. Au prix de beaucoup de sacrifices, cette lutte collective et solidaire a apporté à la classe ouvrière des pays riches beaucoup de progrès.

Différentes raisons qui tiennent à l'histoire font qu'aujourd'hui nous nous trouvons dans une situation de recul. A nouveau, le capitalisme a créé un énorme sous-prolétariat ("armée industrielle de réserve") dont les jeunes sont les premières victimes : quelque 20% de chômeurs parmi les jeunes de 15 à 29 ans, près de 28% si on considère ceux de 20 à 24 ans, plus de 30% pour ceux qui n'ont aucun diplôme ! Sans parler de ceux qui ont des petits boulots précaires, sans lendemain, pour lesquels -un comble !-, les patrons touchent des indemnités.

Les progrès technologiques créent d'énormes richesses qui sont toutes concentrées entre les mains d'une minorité. N'est-il pas à nouveau et plus que jamais nécessaire de revendiquer le partage du travail entre tous ? Ceux qui espèrent s'en sortir à coup d'embrouilles et de business vont droit dans le mur. Pour être forts, pour se défendre, il faut marcher tous ensemble, solidaires, comme jadis la classe ouvrière, dans les organisations de classe.

RABIN, VICTIME DE SES IDEES

Le premier ministre israélien Itzak Rabin a été assassiné le 4 novembre par un fanatique sioniste qui lui reprochait, en négociant avec l'OLP de Yasser Arafat, de faire trop de concessions aux palestiniens et de brader le "Grand Israël".

Pourtant, Rabin était tout sauf "l'ami de la paix" que l'on nous présente aujourd'hui. Général pendant la guerre des six jours en 1967 (celle à la fin de laquelle des centaines de prisonniers de guerres égyptiennes avaient été massacrés de sang froid, comme cela vient d'être confirmé), il avait aussi été le premier ministre qui, en plein Intifada avait promis de "briser les os" des jeunes palestiniens qui affrontaient l'armée israélienne à coup de pierres. Il ne s'agissait pas de paroles en l'air comme en avaient témoigné les images de soldats israéliens tabassant de jeunes palestiniens. Mais l'impossibilité de vaincre le peuple palestinien avait fini par le convaincre de la nécessité de négocier.

Même classé à "gauche" (Rabin était Travailleur et donc camarade de parti de Mitterrand et Jospin), Rabin était donc un faucon, partisan d'une rigoureuse politique de répression vis-à-vis des palestiniens. En négociant avec eux, ce sont les intérêts des dirigeants israéliens et eux seuls qu'il défendait.

Ni le peuple juif, ni le peuple palestinien n'avaient intérêt au conflit qui les a dressés l'un contre l'autre pendant presque un demi-siècle. Rabin avait fini par comprendre que cette guerre ne servait plus les intérêts des dirigeants israéliens. Mais on n'efface pas le passé si simplement. Il est aujourd'hui abattu par plus nationaliste, plus religieux, plus intégriste, plus fanatique que lui, un de ceux que sa politique, ses idées et ses discours avaient contribué à former.

LES POUBELLES DE L'HISTOIRE

Ahmed Touati, militant antiraciste connu localement, était animateur à Toulon, ville passée sous le contrôle du Front national lors des dernières élections municipales.

"Pas raciste, mais..." le Maire FN Le Chevallier a imaginé l'humilier en le mutant, "dans l'intérêt du service"... au service du nettoyage. Il balaie désormais les rues de la ville.

En Tchécoslovaquie, après 1968, le dictateur Husak, revenu dans les fourgons de l'armée russe pour mater le Printemps de Prague, avait de la même façon cru briser l'ancien champion de course à pied Emile Zatopek en lui imposant un poste d'éboueur.

Husak et Le Chevallier n'ont ni les mêmes idées (le premier était un dictateur prétendument "de gauche", le second est d'extrême-droite), ni le même âge, ni la même nationalité. Mais ils ont les mêmes préjugés au sujet des éboueurs, le même mépris des ouvriers.

